

LA PRESSE EN REVUE...

LUNDI 29 MAI 2017

SOMMAIRE

- 1) **La place est bonne !**
- 2) **Une évidence...**
- 3) **Banques attaquées par des Sioux**
- 4) **Un double personnage**
- 5) **Mettre à la poubelle**
- 6) **Le pur fantôme de Macron**
- 7) **Un témoignage accablant de plus contre...**



Diez Gérard La Presse en Revue

I) Valls en difficulté dans son fief d'Evry



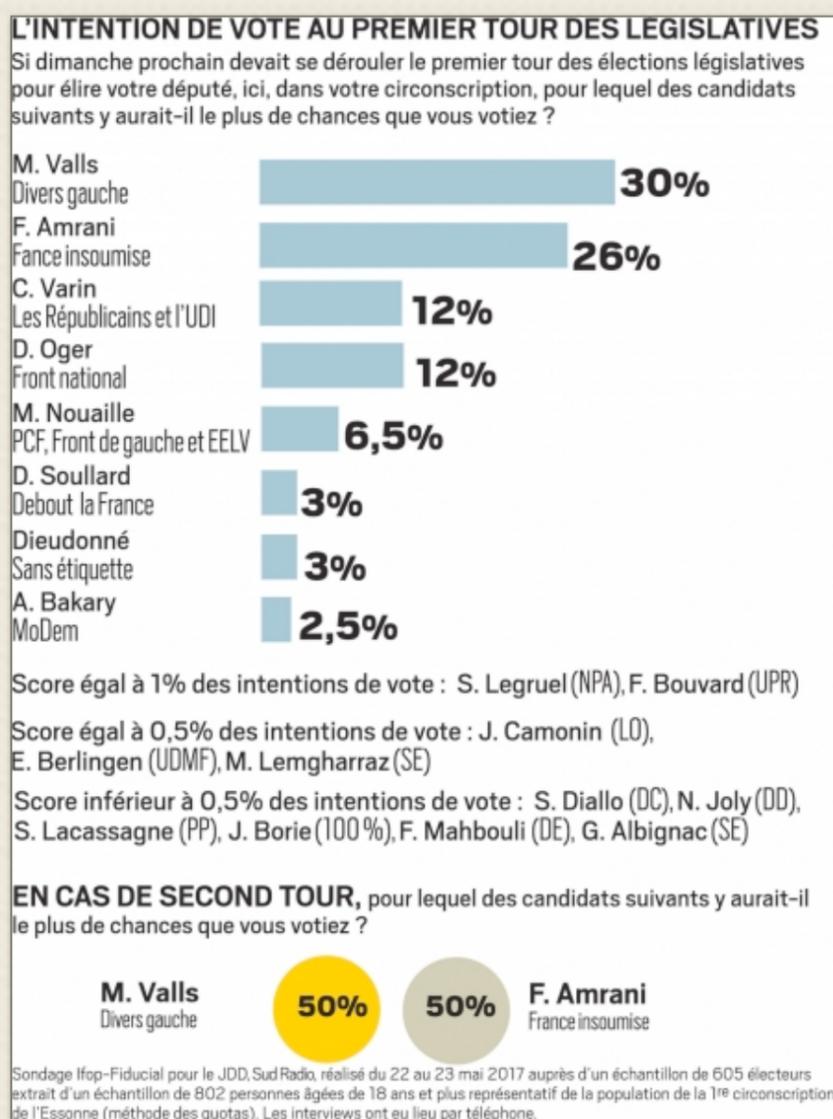
LA RÉÉLECTION DE MANUEL VALLS EST LOIN D'ÊTRE ASSURÉE. (SIPA)

Selon le sondage Ifop-Fiducial pour Le Journal du Dimanche et Sud Radio, l'ancien Premier ministre Manuel Valls se trouve à égalité au second tour avec la candidate mélenchoniste, dans sa circonscription d'Evry.

Grosse surprise dans la 1ère circonscription de l'Essonne, à Évry et Corbeil-Essonnes. Selon le sondage exclusif Ifop-Fiducial pour le JDD et Sud Radio, réalisé par téléphone auprès de 605 électeurs*, Manuel Valls n'est pas assuré de l'emporter les 11 et 18 juin. Alors que ni le PS, dont il s'est affranchi, ni Emmanuel Macron, qu'il courtise, ne présentent de candidat face à lui, l'ex-Premier ministre arrive de peu en tête au premier tour (30% d'intentions de vote, contre 48,6% en 2012). Il est talonné par la candidate mélenchoniste, Farida Amrani (26%). A ce niveau, les marges d'erreur vont de 3,3 à 3,7 points.

50-50 au second tour

Aucun autre postulant ne serait en mesure de se maintenir au second tour : la droite et le FN plafonnent à 12%, le candidat communiste, soutenu par EELV et même par Benoît Hamon, ne dépasse pas les 6,5%. Quant à l'humoriste Dieudonné, plusieurs fois condamné pour antisémitisme, qui vient défier son ennemi juré, il n'obtiendrait que 3% des voix. Le chanteur Francis Lalanne, lui, suppléant du candidat du mouvement "écologiste et citoyen" (100%), est crédité de moins de 0,5%.



"Même si l'avantage est à l'ancien Premier ministre, l'incertitude est réelle. Le risque du 'tout sauf Valls' existe", note Frédéric Dabi, directeur général adjoint de l'Ifop. Pour le second tour, notre sondage donne Manuel Valls et Farida Amrani à égalité : 50-50. La candidate de la France insoumise peut notamment compter sur un report très favorable des voix du candidat PCF, et même environ un tiers de celles des électeurs de droite.

* Enquête réalisée par téléphone du 22 au 23 mai auprès de 605 électeurs, extrait d'un échantillon de 802 personnes, représentatif de la population de la 1ère circonscription de l'Essonne âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession de la personne interrogée). Pour cette taille d'échantillon, la marge d'erreur est de plus ou moins 1,8 point pour une intention de vote de 5%, de plus ou moins 2,4 pour un score de 10%, de plus ou moins 3,3 pour un score de 20%, de plus ou moins 3,7 pour un score de 30%, de plus ou moins 4,1 pour un score de 50%. Les intentions de vote ne constituent pas une prévision de résultat. Elles donnent une indication des rapports de force et des dynamiques au jour de la réalisation du sondage.

Bertrand Gréco



II) Macron, candidat des riches

Banquiers, chefs d'entreprise, lobbyistes... Selon Mediapart, c'est auprès de ses amis riches que le nouveau président a collecté près des deux tiers de ses frais de campagne.

Dis-moi qui te finance, je te dirai pour qui tu roules... Mediapart a passé au peigne fin les mails piratés du « Macron Leaks » afin de retracer les dessous de la campagne de fundraising (collecte de fonds) du candidat victorieux à la présidentielle. L'enquête dessine un paysage glaçant, bien qu'attendu, des soutiens financiers d'Emmanuel Macron.

Banquiers, chefs d'entreprise, lobbyistes... C'est auprès de ses amis riches que le nouveau président a collecté près des deux tiers des 13 millions d'euros nécessaires à sa campagne. De grands donateurs qui ont été harponnés lors de dîners de gala ou de rencontres plus informelles en présence du candidat d'En Marche !. Comme ce « cocktail dînatoire [qui aura généré] 78 000 euros en à peine une heure et demie ». Quitte à adapter le discours politique aux « cibles » visées. Exemple avec ces électeurs de centre droit à qui Macron a servi « la démarcation anti-Hollande »...

À noter également, le coup de pouce de l'ex-employeur d'Emmanuel Macron, la banque Rothschild, qui, à travers ses salariés et associés (la loi française sur le financement électoral interdit à une entreprise de financer une campagne politique en France), a participé activement. Ça promet.

par politis.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

MAIS AUSSI

1) Salarié, retraité, patron... Ce que la réforme fiscale Macron risque de changer pour vous

Emmanuel Macron avait dévoilé pendant sa campagne ses mesures phares sur la fiscalité et les prélèvements obligatoires.



Le candidat d'En marche ! à la présidentielle, Emmanuel Macron, visite une ferme laitière, le 16 janvier 2017 à Ploeven (Finistère). (FRED TANNEAU / AFP)



Anne Brigaudeau
France Télévisions

Tant bien que mal, vous venez à peine de boucler votre déclaration de revenus. Et vous vous demandez déjà à quelle sauce vous allez être mangé l'an prochain. Pendant sa campagne présidentielle, Emmanuel Macron n'a pas fait mystère de ses intentions quant à la fiscalité ou aux prélèvements obligatoires.

Maintenant qu'il a accédé à l'Elysée, à quoi faut-il s'attendre ? Si le président tient ses promesses, franceinfo vous livre un petit aperçu de ce qui vous attend.

Si vous payez une taxe d'habitation

Vous n'en paierez plus. C'est l'une des promesses phares de la campagne d'Emmanuel Macron : "Nous exonérerons de taxe d'habitation quatre Français sur cinq", pouvait-on lire sur le programme d'En marche ! La mise en œuvre de cette mesure, d'un coût de 10 milliards d'euros, sera progressive avec des allègements en trois paliers, jusqu'à "un dégrèvement total en 2020 pour les foyers concernés", assure En marche !. Quels seront les bénéficiaires de cette mesure ? "Le seuil sera celui d'un revenu fiscal de référence de 20 000 euros par an et par part (soit 40 000 euros pour un couple)".

Concrètement, un couple avec deux enfants gagnant moins de 5 000 euros par mois n'aura plus à s'acquitter de cette taxe. Il pourra ainsi économiser "1 206 euros à Amiens, 1 385 euros à Marseille" ou encore "1 207 euros à Saint-Denis de La Réunion", selon En marche !. "Cette suppression va distribuer pas mal de pouvoir d'achat aux classes moyennes", analyse Xavier Timbeau, directeur de l'Observatoire français des conjonctures économiques (OFCE).

Mais le bénéfice n'est pas généralisé. "Les classes populaires n'y gagneront rien, relève La Tribune. Les 20% de ménages les plus modestes sont, pour l'essentiel, déjà exonérés de taxe d'habitation". Quant au remplacement des ressources manquantes aux collectivités, l'Etat y pourvoira... "sur la base des taux 2016".

Si vous êtes marié ou pacsé

Vous pourrez "individualiser" votre impôt sur le revenu. De quoi potentiellement alléger la facture fiscale de certains ménages mariés ou pacsés, obligés de réaliser une déclaration de revenus commune.

Plus des deux tiers des contribuables n'y gagneraient rien, selon le magazine Capital, qui cite une étude de référence du Haut conseil de la Famille datant de 2011. Mais 30% des couples à deux salaires y trouveraient un intérêt, puisqu'ils paient davantage d'impôts ensemble que s'ils vivaient seuls. C'est particulièrement vrai en cas de fort écart de salaire entre les deux conjoints. Capital prend ainsi l'exemple d'un "couple avec 4 enfants" où "l'un des conjoints touchant 60 000 euros, l'autre 20 000". Leur impôt atteint 3 283 euros avec une déclaration commune, et tomberait à 2 816 euros avec une imposition individualisée, soit 467 euros de moins.

Si vous êtes salarié

Vos revenus risquent d'augmenter. Comment ? Les cotisations salariales à l'assurance maladie (0,75% du salaire brut) et celles pour l'assurance chômage (2,4%) seront supprimées. De quoi entraîner une augmentation de la fiche de paie équivalente à 3,15%. Une mesure financée par une hausse de 1,7 point de la Contribution sociale généralisée (CSG), un impôt plus large puisqu'assis sur l'ensemble des revenus.

Concrètement, pour une personne au smic, touchant 1 466,62 euros bruts par mois en 2016, la suppression de la cotisation maladie représente une économie de 11 euros par mois, celle sur le chômage de 35,20 euros, calcule Capital. La hausse de la CSG équivaut à 24,50 euros en moins. Le gain total serait donc de 21,70 euros par mois (35,2 + 11 - 24,5). Soit environ 260 euros par an. L'économie annuelle se chiffrerait à 533 euros pour une personne rémunérée 3 000 euros bruts par mois, à 888 euros pour une autre touchant 5 000 euros bruts.

Le programme d'En marche ! précise qu'une mesure équivalente sera prise pour dégager également "du pouvoir d'achat pour les fonctionnaires et les indépendants »

Si vous êtes retraité

Vous risquez de sentir passer l'augmentation de la CSG de 1,7 point, sauf si vous faites partie des retraités modestes, "ceux exonérés de CSG ou soumis à la CSG à taux réduit, c'est-à-dire 40% environ des retraités", assure le programme d'En marche !.

Emmanuel Macron ne prévoit d'augmenter que le taux normal de la CSG, qui s'applique aux foyers dont les revenus annuels sont supérieurs à 14 375 euros pour un célibataire ou 22 051 euros pour un couple, rappellent Les Echos. Sur une pension de 1 500 euros par mois, 1,7 point de CSG représente près de 25 euros de prélèvement supplémentaire.

En clair, à l'exception des plus modestes, les retraités paieront plein pot la hausse de la CSG. Contrairement aux salariés, ils ne bénéficieront pas du

surplus de revenu engendré par la suppression des cotisations chômage et maladie. "Cette mesure favorise les actifs au détriment des retraités, explique Xavier Timbeau. Les 60% de retraités aux pensions les plus élevées sont mis à contribution. »

Si vous êtes épargnant

"Le régime fiscal et social du livret A, de même que celui du PEA, seront maintenus inchangés", selon le site d'En marche !. Les intérêts du plus populaire des livrets d'épargne, le livret A, restent donc "exonérés d'impôt sur le revenu et de prélèvements sociaux", tout comme (sous conditions) le Plan épargne action.

En revanche, l'assurance-vie sera davantage taxée, au-dessus d'un certain seuil. "Le régime fiscal et successoral de l'assurance-vie sera maintenu, a détaillé Emmanuel Macron dans une interview aux Echos. Toutefois, une fois le prélèvement forfaitaire de 30% entré en vigueur, il s'appliquera aux nouveaux versements sur l'assurance-vie mais seulement pour les encours d'assurance-vie supérieurs à 150 000 euros. »

Si vous avez un gros patrimoine

Avis aux plus riches d'entre vous : si vous payez l'ISF, l'impôt de solidarité sur la fortune, son calcul sera changé. Il sera remplacé par un "impôt sur la fortune immobilière" (IFI), qui prendra seulement en compte les biens immobiliers, dans les mêmes conditions que l'ISF aujourd'hui. En revanche, si vous possédez un portefeuille d'actions, elles ne seront plus assujetties à cet impôt.

Le cadeau fiscal est estimé à environ deux milliards d'euros. Mais qui avantagera-t-il ? En mars, le socialiste Christian Eckert, alors secrétaire d'Etat au Budget, assurait dans Marianne que "ceux qui en bénéficieront seront très peu nombreux... Et on sait que ceux qui paient beaucoup d'ISF sont ceux qui sont très investis en valeurs mobilières". Selon lui, seul le haut du panier (1% des foyers concernés par l'ISF, soit 3 400 contribuables) bénéficiera de cet avantage. Des chiffres "absurdes, qui ne viennent de nulle part", a rétorqué Jean Pisani-Ferry, chargé du programme à En marche !.

Une étude confidentielle relayée par Le Figaro révèle toutefois qu'avec cette réforme, les plus gros contribuables soumis à l'ISF (ceux dont le patrimoine dépasse 2,5 millions d'euros) ne seraient plus redevables que de 520 millions d'euros à l'Etat, contre 2,8 milliards aujourd'hui. De quoi confirmer en partie les calculs de Christian Eckert...

L'autre mesure controversée est la mise en place d'un "prélèvement forfaitaire unique" (PFU) sur les revenus du patrimoine mobilier (intérêts, dividendes, plus-values...). Actuellement, les ménages les plus aisés peuvent ainsi voir certains de leurs revenus du patrimoine taxés jusqu'à 60%... Ce ne sera plus le cas avec la réforme Macron, puisque le taux de son PFU sera de 30%. "Les gagnants sont les très hauts patrimoines, et les patrimoines professionnels", précise Xavier Timbeau, directeur de l'OFCE.

Si vous êtes chef d'entreprise

Vous avez droit à plusieurs gestes en votre faveur. "Nous réduirons sur le quinquennat le taux de l'IS (impôt sur les sociétés) de 33,3% à 25%. La baisse commencera dès 2018 et sera opérée graduellement", garantit le programme d'En marche !. Quant aux "petites entreprises", elles "continueront de bénéficier d'un taux réduit".

Autre proposition en votre faveur : une baisse des cotisations sociales employeurs de six points – qui remplacera le CICE – et de dix points pour les salariés rémunérés au smic. L'objectif de cette mesure est clair : vous aider, en tant qu'entrepreneur, à embaucher davantage. Selon les calculs d'En marche !, vous pourriez ainsi économiser "près de 1 800 euros par an et par salarié au smic", et jusqu'à 2 200 euros par an "pour un salarié payé 3 000 euros bruts par mois". En contrepartie, Emmanuel Macron compte vous pénaliser si vous avez trop recours aux contrats courts. Vous devrez payer davantage de charges si tel est le cas, et en payerez moins si vous créez "des emplois stables".

Si vous dirigez une micro-entreprise (avec le statut d'auto-entrepreneur), vos charges seront supprimées la première année. Les plafonds pour bénéficier de ce régime seront doublés, pour que vous puissiez bénéficier plus longtemps de ce régime fiscal. Si vous êtes artisan ou commerçant, vous pourrez décider chaque année d'opter ou non pour le régime fiscal de la micro-entreprise.

2) Les arrangements cachés entre Bayrou et Macron pour les investitures

Par Auteur valeursactuelles.com



Emmanuel Macron et François Bayrou. Photo © SIPA

Après son coup de gueule sur le manque de candidat MoDem pour les législatives, François Bayrou a obtenu 74 investitures au détriment de candidats d'En Marche...

Toute l'histoire a commencé le 17 mai dernier. Alors que La République en marche vient d'annoncer la liste de ses candidats pour les élections législatives. Problème pour François Bayrou qui s'est allié à Emmanuel Macron, il estime que son parti le MoDem n'est pas assez représenté. C'est alors que pour contenter celui qui deviendra le futur ministre de la Justice, des arrangements se mettent en place pour rattraper le coup.

Changement de candidates

Les premières victimes de ces arrangements sont les candidats de La République en marche qui ne cachent pas leur mécontentement. Joint au téléphone par Marianne, le député européen Jean Arthuis n'en revient toujours pas : “Ça devait être Valérie Hayer la candidate, c'était acté, elle avait reçu le feu vert de la commission d'investiture d'En Marche. Et puis François Bayrou a piqué sa colère, il a exigé de préempter la circonscription, car il n'en avait pas obtenu assez dans un premier temps”.

Au final c'est Géraldine Bannier, la maire MoDem, soutenue par François Bayrou qui sera candidate pour La République en marche, laissant Valérie Hayer sur la paille. “Après le coup de sang de Bayrou, la commission d'investiture d'En Marche s'est écrasée sans même prévenir Valérie Hayer, qui avait l'accord pour être désignée. C'est irrespectueux”, lance Jean Arthuis.

“Un coup politique magnifique”

Il a d'ailleurs annoncé à Marianne qu'il avait échangé à propos de cette magouille avec le principal intéressé, François Bayrou. “Il m'a répondu que c'était comme ça, que c'était pour lui, car c'est un coin centriste et qu'il a fait élire Macron”.

Il ne renie pas le caractère “sordide” de l'opération, mais pour lui, l'écu a joué sa stratégie et dans le monde politique il n'y a pas le choix. “Préempter autant d'endroits pour ses troupes, c'est un coup politique magnifique. Mais pas très compatible avec l'humanisme chrétien dont Bayrou se réclame”.

VALEURS!

LAPRESSEENREVUE.EU

III) Les peuples Sioux partent à l'attaque des banques françaises



Juan Mancias, de la communauté Carrizo Comecrudo du Texas, devant une agence Société Générale à Paris. (©Juliette Redivo)

S'ils ont perdu face à Trump, qui a relancé la création du pipeline Dakota Access, cinq activistes Sioux de Standing Rock lancent une série d'actions contre les banques européennes, qu'ils accusent de financer des projets climaticides. On était avec eux à Paris, à l'offensive contre la BNP Paribas et la Société Générale.

9 h tapante, ce lundi 22 mai. Une quinzaine d'activistes déboulent dans une agence de la Société Générale, à Paris. Là, en plein milieu du hall, ils emboîtent rapidement les pièces d'un long tube en plastique. C'est la réplique d'un pipeline, qui crache son venin noir au sol : du pétrole. L'entrée de l'agence et l'accès aux distributeurs de billets sont bloqués : c'est bon, la banque est cernée. Ils ont leur attention. “Mais, mais... Vous ne pouvez pas faire ça !” bafouille l'hôtesse d'accueil, devant les yeux écarquillés de ses collègues, sortis des bureaux en trombe à cause de l'invasion soudaine.

C'est là que Juan Mancias, chef de la tribu Carrizo Comecrudo, fait son entrée. Le grand colosse de deux mètres, aux longs cheveux noirs, leur tend une simple lettre. Sa “déposition”, comme il l'appelle. Dedans, il y accumule les preuves que la banque française finance des projets de terminaux d'exportation de gaz de schiste, directement chez lui, dans la réserve de la vallée de Rio Grande, au Texas. “Vous tuez mon peuple ! Vous participez à un génocide ! Vous devez arrêter d'investir dans ces projets !”, exhorte l'Indien d'Amérique.



La réplique du pipeline. (© Juliette Redivo)



La “déposition” de Juan Mancias (©Juliette Redivo)



Devant la Société Générale. (©Juliette Redivo)

Car la Société Générale est l'une des banques européennes qui participent aux financements de différents projets d'énergies fossiles aux États-Unis, tous liés à l'exportation de gaz de schiste. Elle soutient notamment le Rio Grande LNG; la BNP Paribas, elle, est chargée de chercher les financements du projet Texas LNG. Le Crédit Agricole ou Natixis feraient également partie du lot. "Toutes les banques françaises ont joué un rôle clé dans le projet le plus connu : le Dakota Access Pipeline (DAPL)", assure Lucie Pinson, chargée des campagnes des Amis de la Terre, l'une des ONG à l'origine de l'action non-violente de ce matin.

Les banques, l'autre conquête de l'Est

Pendant près d'un an, la construction de cet oléoduc a mobilisé une multitude d'opposant dans la réserve de Standing Rock (Dakota du Nord). Juan en faisait partie, avant d'être expulsé du camp en février dernier, par un décret de Donald Trump qui relançait le projet, malgré le retrait de Barack Obama en décembre 2016.

1 - 0 pour Trump, mais les militants ne comptaient pas en rester là. L'échec a réveillé leur activisme : ils s'attaquent désormais aux autres projets nuisibles à l'environnement dans leur pays. "Regarde, ils forment un Grand Serpent Noir !", interpelle Juan, qui sort son téléphone pour le prouver en image. La proximité des sites ressemble bien à une longue traînée sombre dans la vallée du fleuve Rio Grande. C'est précisément là, dans cette réserve naturelle, qu'est installée sa tribu Esto'k Gna. Quatre autres communautés autochtones y vivent. "Aucune tribu n'a été consultée par les responsables des plans, par Donald Trump ou les banques. Les communautés sont toutes opposées aux projets, mais ils ne semblent pas se préoccuper des risques", certifie la militante de l'ONG. Les "risques" sont pourtant loin d'être dérisoires : possibilité d'extinctions d'espèces animales, pollution des rivières, fin de la pêche... Bref, un désastre autant écologique qu'humanitaire. "Le projet est présenté comme étant l'extraction de gaz naturel, mais en fait il s'agit de gaz de schiste", renchérit celle qui a publié un rapport le 1er mars dernier, qui l'atteste.

Déjà 3 milliards de dollars désinvestis

C'est face à cette indifférence générale que Juan et quatre autres représentants de tribus amérindiennes ont décidé de faire le déplacement jusqu'ici, en France. Ils ont même organisé toute une tournée européenne, appelée "Stand Up with Standing Rock", pour parler avec les banques, participer aux assemblées générales des groupes, les mettre face à leurs responsabilités, jusqu'à ce qu'ils désengagent leurs investissements dans ces projets.



Nataanii Means (©Juliette Redivo)



Rachel Heaton, la "guerrière". (©Juliette Redivo)

L'action de ce matin n'est que le début. Jusqu'au 20 juin, ils ont prévu de sillonner l'Europe, de Paris à Bruxelles, en passant par Rome ou Barcelone, pour faire le même type d'actions non-violentes. "On explique bien aux agences ciblées que c'est une action symbolique. On sait qu'ils ne représentent pas tout le groupe, mais ils feront remonter l'information à la direction", précise Nataanii Means, l'un des activistes Sioux qui a fait le déplacement. Le chanteur de hip hop est un militant dans l'âme : il avait manifesté jusqu'aux derniers jours contre le DAPL, jusqu'à être arrêté par la police.

"Les banques peuvent toujours reculer. Si elles désinvestissent, les projets sont morts !", assure Rachel Heaton, de la tribu Muckleshoot, dans l'État de Washington. C'est une warrior", assure Rafael Gonzales, rappeur Sioux, qui complète lui aussi les rangs du groupe d'Amérindiens. Un jugement qui a l'air plausible: la colère de la jeune femme se lit sur ses traits. Avec son groupe Mazaskatalks de Seattle, Rachel Heaton a tenu tête au groupe financier américain Wells Fargo, une des banques qui participait au DAPL. Grâce à eux, la ville a désinvesti 3 milliards de dollars dans la banque, en punition. "Ça a été l'une de nos victoires les plus récentes, on en est fiers, je suis sûre qu'on peut refaire ça en Europe." Elle espère bien faire flancher les autres banques avec sa "recette" : "Nous, les autochtones, on se présente simplement devant eux, on leur dit en pleine figure qu'on est là. Trump et les banques n'ont pas de prise de conscience, ils violent nos terres !", lance-t-elle en prenant le micro devant la Société Générale, où le petit groupe de manifestants s'est retranché.

"Nous n'avons plus le droit de mourir"

Plusieurs centaines de milliers de personnes dépendraient des ressources de Rio Grande. Juan habite à une dizaine de kilomètres de Eagle Ford Shale, une zone d'extraction de gaz de schiste, l'une des plus forées aux États-Unis depuis 2008. L'Indien a déjà observé des effets irréversibles sur son peuple : "L'eau n'est plus pure, l'air n'est pas respirable..." Et les prochains sites du "Grand Serpent Noir" traverseraient même des vieux cimetières et des sites sacrés, dont des grottes qui renferment des peintures historiques. "Ils nous dénie, et maintenant ils veulent même nous enlever le droit de mourir en paix. Ce sont mes ancêtres qui sont enterrés là-bas ! Ils veulent les déterrer pour les déplacer ! Je m'appelle Juan Mancias et je vous garanti que je mourrais là-bas !" jure le géant, qui arbore autour de son cou l'Aigle, l'emblème de son peuple.

Plus loin, Wasté Win Young semble elle aussi auréolée d'une aura mystique. Avec ses cheveux roses et son trait d'eye liner tribal, elle accapare en grande partie l'attention. Devant les piétons curieux, elle évoque les conséquences de l'oléoduc du Dakota, où elle habite, depuis la mise en route des turbines. Elle parle de cette "terre sacrée" et de la rivière Missouri qui "abrite des âmes". Pendant 14 ans, elle a fait partie du comité de préservation des tribus de Standing Rock.

"Nos vies ne sont pas extensibles, le Missouri est notre source de rivière. La poursuite du rêve américain s'est bâti sur l'extinction des Amérindiens et des Afro-américains. Le pays a été bâti sur notre dos, sur nos larmes et sur notre sueur. On a le droit de vivre, pas juste de survivre !"



Wasté Win Young (©Juliette Redivo)

Venir ici, c'est un peu leur dernier espoir. Ils le savent : Trump ne cédera jamais sur les autres projets. "On savait que Trump allait relancer le DAPL, on pouvait entendre les forages avant même qu'il signe le décret officiel... Le pétrole représente beaucoup d'argent, plus cher à leurs yeux que nos vies", se désole Rafael Gonzales, qui prend le micro et commence à chanter en anglais. Ces phrases, qui évoquent la déshumanisation et les violences policières contre les Sioux, ils les a écrites quand il était dans le camp de Standing Rock. "On est plus chauds que le climat !", scandent à leur tour les manifestants des autres ONG qui accompagnent les Amérindiens, qui se font appeler "les défenseurs de l'eau".



Juliette Redivo @JulietteRedivo
"Les banques investissent dans la mort!" Les défenseurs de #standingrock devant la @SocieteGenerale à Paris contre les projets climaticides

Ces "défenseurs de l'eau" avaient prévu un autre gros coup : le lendemain, ils ont participé en petits groupes à plusieurs Assemblées générales, dont celles de la BNP Paribas, du Crédit Agricole, Natixis ou de la Société Générale. Pas pour une action violente, simplement pour témoigner, pour qu'ils ne soient "pas complices de la politique anti-climat de Trump", précise Lucie Pinson, qui a accompagné un groupe.

Ils avaient trois grandes requêtes : que les

banques s'engagent à ne plus soutenir les entreprises impliquées dans le DAPL ; qu'elles n'investissent plus dans des projets d'énergies fossiles ;

qu'elles s'engagent à respecter les droits des peuples autochtones sans attendre l'aval des Principes de l'Équateur (où sont listés les engagements que doivent prendre les banques).

“On s'en fiche”

Aucune session n'a été concluante. “Aucune réponse suffisante n'a été apportée sur ces trois points”, se désole la militante des Amis de la Terre. A la BNP, par exemple, “des procédures auront lieu d'ici la fin de l'année”, leur a expliqué Jean-Laurent Bonnafé, le PDG du groupe. “Nous déciderons alors soit de sortir des projets qui ne conviennent pas un à un, soit d'exclure toutes ces classes d'actifs [concernant les énergies fossiles NDLR]”, a-t-il ajouté, selon les mots de la militante. Comprendre : si un projet passe à la trappe, d'autres pourraient être maintenus. Une politique d'exclusion des énergies non conventionnelles n'est pas à l'ordre du jour, dans aucune des banques.

Juan et ses compères ont même été accueillis par des “sifflés et une forte agressivité” par les actionnaires de Société Générale. Ceux-ci n'ont même pas voulu écouter leurs questions : “On s'en fiche”, leur aurait-on répondu.



Juan Mancias, de la communauté Carrizo Comecrudo du Texas, place de la République. (©Juliette Redivo)

Las, les défenseurs de l'eau ne désespèrent pourtant pas. A plus de 7 000 kilomètres de chez eux, ils espèrent au moins éveiller les consciences des Français. Quelques jours plus tôt, ils organisaient place de la République une réunion ouverte. Tour à tour ils interpellaient les gens et discutaient avec eux. “J'ai rencontré ce type très sympa, Daniel, qui passait dans la rue. Je lui ai dit : ‘Vous avez un compte en banque, donc vous soutenez la destruction de mon peuple ! Sans ton argent, ils ne pourraient rien faire’”, rapporte Rafael Gonzales, le musicien, en ajoutant : “Quelqu'un pourrait passer par là et dire “Wouah ça se passe comme ça !” Ce serait déjà une victoire.”

Devant la Société Générale, les militants sont tous partis. L'action n'a duré qu'une dizaine de minutes. Le personnel a déjà repris progressivement son activité quotidienne. La lettre de Juan, qui comporte son témoignage, est bien restée sur le bureau, et personne ne semble s'en préoccuper. Il reste beaucoup d'étapes européennes à leur tournée, autant de banques et d'individus à convaincre.



par Juliette Redivo

lesinrocks.com



Feu d'artifice médiatique, brillant et creux, talentueux et retors, il est le produit de forces idéologiques et financières qui l'ont créé afin de neutraliser la menace d'une France identitaire. Macron a été formaté pour donner à la décadence et à la destruction de la France le visage rassurant d'un jeune premier souriant. En outre, son “libéralisme” économique, sympathique de prime abord dans ce pays objectivement communiste au taux de chômage double de ses voisins, s'avérera vite bidon. Macron sera une poule mouillée en matière de réformes. Trop peur de la bagarre...

L'opération Macron, montée par des réseaux financiers et médiatiques

L'élection d'Emmanuel Macron à l'Élysée serait « le coup de poker le plus sidérant de toute l'histoire politique française » selon Guillaume Tabard (Le Figaro 10/05/2017). En tout cas, il a été bien préparé, notamment par l'exécution de François Fillon grâce à un appareil judiciaire partial, politisé et obéissant à Macron, alors ministre de l'Économie de Hollande (voir un article précédent de ce blog).

Tous les médias s'extasient – ou font semblant – de la fulgurante ascension du plus jeune président de la République, 39 ans, hors parti, fondateur d'un mouvement, En marche !, (devenu “ La République En Marche”, LREM) véritable start up politique revendiquant déjà 230.000 adhérents (chiffre exagéré, évidemment) et ridiculisant le PS et la droite. Pas de miracle là dessous : seulement une opération financière massive, préparée dans le secret depuis 2014, destinée à faire élire l'exécutant, le porte-parole de milieux dirigeants cosmopolites, oligarques internationaux alliés à d'importants intérêts musulmans. Pierre Bergé est évidemment de la partie. Tous ont choisi en Macron leur cheval de Troie, pour mettre la main sur la France et enrayer le péril (“populiste” ou plutôt populaire) du Front national présenté comme fascisant. Bien que ce dernier soit bien affaibli par l'agent Philpott et le programme contre-productif qu'il a imposé.

La ligne économique floue de Macron – et nullement “libérale” ! – n'est pas le plus important pour ceux qui l'ont fabriqué ; ce qui compte, c'est son positionnement politique cosmopolite et islamophile. Macron et son lobby sont le résultat d'une opération financière internationale de grande ampleur – avec des dessous probablement cent fois plus opaques que les petites combines de Fillon poursuivi pour des broutilles par une justice au garde-à-vous. Fillon, qui était le symbole d'une France provinciale et catholique détestée – autant que la France déclassée et prolétarisée qui vote FN. Deux populations de souche méprisées par l'oligarchie cosmopolite qui finance Macron et qu'il représente.

La fulgurante ascension du play boy Emmanuel Macron, jamais vue dans l'histoire de la République ni chez nos voisins, s'explique donc en grande partie par l'ampleur d'une stratégie financière et médiatique préparée depuis quelques années, impliquant de très gros investissements. Jamais Le Canard Enchaîné ni la justice n'oseront se pencher sur les ressorts de l'ascension de Macron. C'est un homme qui a beaucoup plus de pouvoirs d'intimidation et de relations que M. Fillon...

La campagne électorale de Macron a été financée à hauteur de 15 millions d'euros sans qu'aucune investigation judiciaire ne survienne. Dans l'opacité la plus totale. À côté de cela, Fillon, le cocu content, est persécuté par une justice aux ordres. Cherchez l'erreur.

Show, vacuité et boniments

Flou et ambigu sur tous les sujets, surtout régaliens, Emmanuel Macron apparaît à la fois brillant et d'une vacuité insipide. Mais dans cette société du spectacle, le vide, la superficialité, le show l'ont emporté sur le raisonnement et la réflexion politiques.

Rien que le vocabulaire d'Emmanuel Macron, se voulant le « progressiste »

IV) Macron, artefact et marionnette – par Guillaume Faye

FRANCE (NOVOpress avec Guillaume Faye)

Un artefact est une fabrication qui se substitue au réel et dont la vraie nature est travestie. Une marionnette est un personnage de spectacle dirigé par une volonté extérieure. Emmanuel Macron relève peut-être des deux.

contre les « réactionnaires » appartient aux clichés de la vieille gauche. Macron est un jeune vieux, qui recycle des poncifs. C'est le produit chromé d'élites médiocres et fluctuantes, intelligentes, certes, mais sans caractère ni convictions.

La « recomposition complète de la vie politique » avec Macron est une plaisanterie. La majorité des médias aux ordres (qui critiquent le "poutinisme" de leurs confrères russes !) l'ont présenté comme « le président des patriotes contre la menace nationaliste ». Patriote, un homme qui explique qu'il n'y a pas de culture française, mais seulement une "culture en France" ?

Un de ses expressions répétitives, « je vais être clair », signifie exactement le contraire. Le "macronisme" est un syncrétisme opaque et mou qui se compare ridiculement au gaullisme en se voulant "rassembleur". En Marche ! signifie aussi l'inverse : Sur Place ! L'immobilisme, le réformisme minimaliste ou fallacieux sont la marque de fabrique de Macron, dont les "réformes" n'ont été que des crottes de souris quand il était dans le gouvernement socialiste. Il représente le Système avec perfection : une communication flamboyante, des actes et des résultats misérables.

En nommant le juppéiste Edouard Philippe (droitiste mou sans idées précises, girouette, issu du PS passé à droite et...islamophile) comme Premier ministre, Macron veut évidemment casser la droite et récupérer un maximum de voix LR aux législatives. Se concrétise bien là une stratégie de type IIIe et IVe République, politicienne mais non pas politique (c'est-à-dire avec un "axe de volonté") au sens de Carl Schmitt.

Macron se présente comme le rassembleur droite-gauche, une sorte de voiture balai. Il est la synthèse du vieux Système, de la gauche d'appareil et de la droite affairiste (et non pas entrepreneuriale), c'est-à-dire les deux faces de la même pièce. Il ne rassemble qu'une oligarchie déjà rassemblée.

Macron, agent de l'invasion migratoire et de l'islamisation

Ses propos tenus en Algérie où il a accusé son propre pays de « crimes contre l'humanité » du fait du colonialisme (tout cela pour obtenir le vote des musulmans de France) révèlent un homme sans honneur et inquiétant. On note aussi une étrange tolérance envers un membre musulman de son équipe qui refusait de condamner le terrorisme islamique. Sur l'immigration et l'islamisation, Macron sera probablement encore plus laxiste que ses prédécesseurs. Il semble indifférent, voire favorable, à ces processus mortels pour la France.

Le président du Crif, (principale association juive), au nom d'une position anti FN, a appelé à voter pour lui, bien qu'il soit soutenu par l'UOIF (Union des organisations islamiques de France), structure islamiste et antisémite dissimulée, partisane de la disparition d'Israël, financé par l'Arabie saoudite, actrice de l'islamisation de l'Europe et très en retrait sur la condamnation du terrorisme djihadiste. C'est une contradiction suicidaire de la part de cette haute autorité juive.

Comme un certain nombre de hauts responsables juifs, M. Francis Kalifat, exactement d'ailleurs comme ses homologues chrétiens, est victime d'une naïveté destructrice face à l'islam. À moins que ce ne soit du calcul... Mais il est risqué. En tout cas, Emmanuel Macron a été le candidat (comme Hollande) plébiscité par l'immense majorité des votants musulmans. Et c'est lui que les islamistes préfèrent. C'est normal : il n'y a rien dans son programme pour arrêter ou même ralentir l'invasion migratoire. Et tout pour l'accroître.

Soumission, la feuille de route du gouvernement Macron

Le Premier ministre, Édouard Philippe, un de ces LR macronisés, est un faux laïc et un vrai dhimmi (soumis) islamophile. Maire du Havre, il avait, en 2012, fait jeter 8.500 desserts de cantines scolaires parce qu'ils contenaient de la graisse de porc, se soumettant ainsi avec lâcheté à la charia et imposant la nourriture hallal aux enfants non-musulmans.

Dans la même veine, le nouveau président a promis une « bienveillance exigeante » envers l'idéologie islamique. On sait ce que ce genre de langue de bois veut dire. Plus encore que Juppé, inventeur de l'« identité heureuse », Macron veut favoriser la discrimination positive, le multiracialisme et le multiculturalisme « heureux et inclusifs » (alors qu'ils sont dévastateurs). Macron est un grand ami de l'invasion migratoire à majorité islamique. C'est normal : les financiers qui l'ont porté au pouvoir, d'où pourraient-ils venir ? De quels pays ?

Détail très important : Malek Boutih, ancien président de SOS Racisme, encarté socialiste, musulman, peu soupçonnable de "racisme islamophobe", péché capital, a été éjecté de En Marche ! Pourquoi ? Parce qu'il critiquait trop l'islamisme violent et l'UOIF, « classée parmi les organisations

terroristes par les Émirats arabes unis », note Ivan Rioufol. Cette UOIF, très louche, a bruyamment soutenu Emmanuel Macron. Réfléchissez pourquoi. UOIF-Macron, même combat ?

Macron refuse d'interdire les Frères musulmans en France, comme le voulait Fillon. Son ministre de la Justice, François Bayrou, vieille canaille opportuniste et girouette professionnelle, est sur la même ligne que lui. Macron, sous des dehors factices de lutte contre Dae'ch au Mali et au Moyen-Orient, capitulera devant l'islam conquérant et son immigration invasive en terre de France. Encore plus que ses cinq catastrophiques prédécesseurs (Giscard, Mitterrand, Chirac, Sarkozy, Hollande).

Macron contre le FN : procédés déshonorants

Macron est, en beaucoup plus dur, sur la même ligne anti FN que la majorité des politiciens guimauve LR – dont le chef bien coiffé Baroin qui a appelé à voter pour lui contre Marine Le Pen et qui, maintenant, en pleine contradiction, appelle à voter contre LREM aux législatives. (1)

Macron sera le défenseur utopique et angélique des « quartiers populaires » (immigrés non-Européens musulmans) et des « minorités culturelles » (même signification), qui seront bientôt majorités, si rien ne change, et qui le sont déjà dans de nombreuses villes et banlieues, avec une explosion de la criminalité, de l'insécurité et de la dégradation des conditions de vie.

Un des ministres de Macron, Richard Ferrand, a été un des financiers d'associations palestiniennes et une de ses secrétaire d'État, Marlène Schiappa, est une militante anti-Israélienne pro-arabe. Macron se dit "pro-Européen", mais n'est-ce pas être "anti-Européen" que d'organiser l'invasion ethnique de l'Europe ? Inversion orwelienne perverse du langage.

Macron a essayé de "rediaboliser" Marine Le Pen et le FN par une visite symbolique à Oradour-sur-Glane et au Mémorial de la Déportation et à celui de la Shoah, et en célébrant la mémoire d'un Marocain, Brahim Bouarram, noyé dans la Seine il y a plus de vingt ans en marge d'un défilé du 1er mai du FN à la suite d'une rixe avec des skins qui n'avaient rien à voir avec ce dernier. Le message est clair : Marine Le Pen et le FN seraient des racistes héritiers de Vichy et du nazisme. Ce procédé usé est injurieux, comme l'a montré Gilles-William Goldnadel, pour la mémoire des juifs jadis déportés, instrumentalisés par la communication électorale de Macron qui, par ailleurs, manœuvre sans scrupules avec les musulmans judéophobes. La communauté juive devrait vraiment se poser des questions sur Macron et son double discours permanent. Ce président n'est pas fiable. Pour personne.

Après Macron, le FN ?

Archange entouré de courtisans, il est mauvais pour le nouveau président d'être pris par les médias pour une sorte d'Obama français, de thaumaturge. Emmanuel Macron, pendant toute sa campagne, a donné l'impression, par sa gestuelle, son regard étrangement fixe et son langage ampoulé et exalté – mais insignifiant – d'imiter un télé-évangéliste américain. Le spectacle primait sur le fond, quasi absent. Plus merveilleuse est l'image, plus dure sera peut-être la chute. D'autant que déjà, en tout début de mandat, sa cote de popularité est plus faible que celle de ses prédécesseurs ; il ne bénéficiera d'aucun "état de grâce". Plusieurs commentateurs ont dit qu'il ne fera pas de vieux os et que son échec entraînera en 2022 la victoire du Front national. Mais ce dernier ne semble pas au meilleur de sa forme. Ce sera le thème du prochain article de ce blog : « L'avenir du Front national ».

(1) Le FN avait inventé l'UMPS pour souligner la connivence entre l'UMP et le PS. Et, suite à une profonde bêtise qui procède d'une profonde logique, le mouvement de Macron s'intitule LREM (La république en marche) qui reproduit (ridicule) LR – Les Républicains.

fr.novopress.info

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Pour Jean-Luc Mélenchon, «tout est à jeter» dans la réforme du droit du travail de Macron

Par Loris Boichot



Jean-Luc MELENCHON à Lille (Nord), le 23 mai 2017 Crédits photo FRANCOIS LO PRESTI/AFP

Le chef de file de La France insoumise aux élections législatives estime que le président de la République «veut remettre en cause le code du travail».

En campagne à Marseille pour entrer à l'Assemblée nationale, Jean-Luc Mélenchon veut apparaître comme le premier opposant à la politique d'Emmanuel Macron. Il n'a pas mâché ses mots sur la nouvelle réforme du Code du travail du gouvernement, au lendemain de la consultation des organisations syndicales et patronales à l'Elysée par le président de la République.

«Son intention est claire: il veut remettre en cause le Code du travail» a déclaré Jean-Luc Mélenchon sur RTL ce mercredi. Ce projet, qui prévoit notamment la primauté des accords d'entreprises par rapport à la loi dans un grand nombre de domaines, représente «toute une philosophie qui veut que la loi recule devant le contrat, et que le contrat soit négocié gré à gré dans l'entreprise», selon l'ancien candidat à la présidentielle.

Une réforme engagée cet été

«Tout est à jeter» dans cette réforme, lance Jean-Luc Mélenchon. «Pour nous le Code du travail c'est l'histoire des luttes du mouvement ouvrier. Page après page, ce sont des droits acquis (...). Et si le Code du travail est parfois touffu, c'est parce que le Medef n'a cessé de vouloir y introduire ici, là, des dérogations», poursuit le leader de la France insoumise, qui considère «grotesque» d'affirmer que le Code du travail, avec ses 3000 pages, est trop complexe: «Est-ce que quelqu'un se plaint que l'annuaire du téléphone est trop épais?» feint de demander Jean-Luc Mélenchon.

Cette réforme du droit du travail devrait être mise en oeuvre «par ordonnances, pour procéder de manière rapide et efficace», comme l'a indiqué Emmanuel Macron. Une pratique qui permet de légiférer sans passer par le Parlement, mais les assemblées législatives doivent au préalable voter une loi pour autoriser le gouvernement à prendre ces ordonnances. Cette «loi d'habilitation» «sera un des premiers textes sur lequel le Parlement aura à se prononcer», cet été, a prévenu ce matin sur Europe 1 le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner.



Loris Boichot journaliste -

LE FIGARO · fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) " Penser que le chômage en France est dû au code du travail est un pur fantasme", selon François Hommeril

Leïla de Comarmond



"On a en face de nous des interlocuteurs légitimes qui ont envie de réussir", estime Président de la CFE-CGC qui a été reçu à l'Élysée mercredi - Sipa - Witts

Dans une interview aux Echos, le président de la CFE-CGC revient sur l'entretien qu'il a eu mercredi à l'Élysée.

Quel bilan tirez-vous de vos entretiens avec Emmanuel Macron et Edouard Philippe ?

Il y a un temps pour faire campagne, pour les slogans. Maintenant, Emmanuel Macron est dans un autre agenda. Il a pris de la hauteur. Edouard Philippe m'est apparu en ligne avec le chef de l'État. Tous deux ont été très à l'écoute.

Que pensez-vous de la méthode qu'ils ont choisie ?

Les ordonnances, c'est une question qui regarde le gouvernement dès l'instant où avant, il aura respecté les étapes nécessaires de concertation. Sur l'échéance, il faut faire une distinction en fonction des sujets. Concernant le développement de la négociation en entreprise, il n'y a en réalité aucune urgence. Mais on peut avancer vite. Si l'échéance de la rentrée est le 15 octobre, c'est réaliste.

Vous étiez vent debout contre le primat aux accords d'entreprise dans la loi El Khomri. Vous avez changé d'avis ?

Pas du tout. Je suis resté très amer sur le blocage qu'il y a eu sur la loi travail. Nous avons des propositions concrètes pour régler le conflit. François Hollande et Manuel Valls n'ont rien voulu entendre. Ils ont conduit les uns et les autres à figer leurs positions et chacun s'est retrouvé enfermé dans sa posture.

Ce n'est pas le cas aujourd'hui ?

On a en face de nous des interlocuteurs légitimes qui ont envie de réussir. Je ne fais pas le constat avant l'accident. Je suis prêt à faire des efforts pour ne pas mettre en difficulté le nouveau chef de l'État dès le début. Ceci dit je ne suis pas dupe face au fait qu'une grande partie des sujets sur la table résultent des injonctions européennes. Ça n'a pas changé : aux Grecs on demande toujours de vendre le Parthénon et aux Français de réformer le code du travail. D'ailleurs, je l'ai redit au premier ministre, penser que le niveau de chômage en France est dû au code du travail est un pur fantasme.

La CGT mais aussi FO et la CFDT sont bien plus critiques...

On est en début de mandat, la réforme n'est pas une surprise, elle a été annoncée et Emmanuel Macron veut aller plus loin sur les accords d'entreprise mais il a compris qu'on ne peut le faire que si les négociations sont sécurisées. J'ai aussi constaté lors de mon entretien avec Edouard Philippe qu'il est très ouvert à l'idée de mettre en place des régulations impliquant les branches, ce que nous demandions déjà sur la loi travail. En revanche, concernant la fusion des institutions représentatives du personnel promise par le candidat Macron, c'est autre chose. L'exécutif dit vouloir simplifier, mais en réalité, cela va créer des complexités supplémentaires. D'ailleurs, une partie du patronat n'en veut pas. Nous pensons qu'il faut prendre le temps de réfléchir à une instance nouvelle, travailler sur la façon dont on pourrait associer plus les salariés à la prise de décisions stratégiques et à l'anticipation des mutations. Ça ne peut se faire en trois mois.

Le plafonnement des dommages et intérêts pour licenciement abusif est aussi à l'ordre du jour...

Sur le fond, c'est inacceptable. Les salaires des patrons s'envolent mais l'indemnité que va toucher la personne licenciée abusivement va être plafonnée ? C'est en plus inefficace et totalement inadapté. Et attention, cela risque d'inciter les salariés à demander le maximum.

Que pensez-vous des réformes annoncées de l'assurance-chômage et la formation ?

Étendre la protection contre le chômage aux indépendants est une bonne idée. Mais il n'y a pas besoin de passer par une étatisation et de basculer le financement de l'assurance-chômage sur l'impôt. Si l'on enlève les dépenses que l'Unedic est contrainte de financer alors qu'elles relèvent de l'État, la situation financière du régime est à mettre au crédit du paritarisme qui a su faire les efforts nécessaires. J'ajoute que déjà, aujourd'hui, les techniciens, ingénieurs et cadres financent 42% du régime et ne lui coûtent que 15% en indemnisation. C'est une illustration exemplaire de la solidarité inter-catégorielle au cœur de notre modèle social. Il reste encore beaucoup de points à éclaircir mais un financement par l'impôt du « filet de sécurité » qui renverrait au privé l'assurance sur les salaires au delà serait inacceptable. En matière de formation, c'est insupportable d'entendre toujours les mêmes inepties à propos des 35 milliards d'euros de formation qui seraient gâchés. C'est faux car on mélange torchons et serviettes. On a par ailleurs depuis quelques années renforcé l'effort fait vers les chômeurs mais attention à ne pas oublier les salariés en emploi. Leurs compétences doivent être en permanence développées par la formation, seul moyen durable avec l'investissement de réduire le chômage.

Peut-on dire qu'aujourd'hui, la CFE-CGC est revenue dans le camp réformiste ?

La CFE-CGC ne sera jamais assignée à résidence. Nous refusons cette vision binaire du syndicalisme qui a dominé pendant la loi travail. Nous sommes prêts à contribuer à la construction de toute réforme qui améliorera les conditions dans lesquelles les gens travaillent et partagent le profit de leur travail. Nous pouvons parler de l'amélioration de la compétitivité, de la gouvernance des salaires tout comme du temps de travail. Mais jamais la CFE-CGC ne s'associera à une réforme dont le but serait de faire régresser les salariés. Les réformes « courageuses » pendant que les dividendes explosent, c'est fini.

Votre centrale est celle qui a gagné le plus de voix aux élections de représentativité. Vous vous y attendiez ?

La CFE-CGC est le syndicat qui a le plus progressé en 4 ans. Nous avons gagné 82.000 voix, cela fait 17% de hausse. C'est donc que nos positions suscitent de l'adhésion. Nous sommes premiers par exemple dans la branche de la banque avec plus de 30% des voix, et dans de nombreuses entreprises du CAC 40 (Michelin, Générali, Axa, Renault, Air liquide, Société générale, PSA...). Il faut compter avec nous. Et ce n'est pas fini. La CFE-CGC doit sa place dans l'échiquier syndical à la qualité et l'engagement de ses militants. Mais je n'oublie pas que sans Bernard Vallette, qui a négocié en 2008 sur la représentativité syndicale, nous n'en serions pas là aujourd'hui.

Leïla de Comarmond
@leiladeco

LesEchos.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) Accusation de travail dissimulé contre le groupe FN au Parlement européen

Une ex-attachée de presse du groupe Europe des nations et des libertés (ENL) au Parlement européen, Marie-Sophie Boumard, affirme...



Par AFP

Une ex-attachée de presse du groupe Europe des nations et des libertés (ENL) au Parlement européen, Marie-Sophie Boumard, affirme avoir travaillé six mois pour ce groupe, présidé par Marine Le Pen et où siègent 21 élus FN, sans contrat de travail, selon un témoignage rapporté dans le Monde.

"Je n'ai jamais rien signé, si ce n'est un document pour dire que j'ai bien reçu un téléphone de travail" et "je n'ai pas eu de fiche de poste. Ce travail aurait dû être uniquement pour le groupe mais, en réalité, c'était un peu entre le FN et le groupe", a notamment déclaré Mme Boumard au quotidien, dans son édition de dimanche-lundi.

Cette femme, désormais âgée de 28 ans, a assuré au Monde s'être occupée des relations avec la presse internationale de septembre 2015 à février 2016, après un essai de trois semaines durant l'été et un entretien avec la présidente du FN.

"Marine Le Pen a dit ok pour l'embauche", a dit à l'AFP Mme Boumard, qui a déclaré par ailleurs avoir reçu l'assurance qu'elle allait "signer un contrat".

Selon Le Monde, Mme Boumard occupait un bureau à Bruxelles, mais se trouvait parfois dans les locaux du parti à Nanterre (Hauts-de-Seine), pour gérer l'afflux de journalistes.

Ses salaires étaient versés par la société belge EE + Coaching, écrit le quotidien, qui dit avoir consulté des relevés bancaires en portant trace, ses notes de frais remboursées par le groupe ENL.

Cette attachée de presse aurait ensuite reçu, le 29 décembre 2015, un e-mail non signé du groupe ENL l'informant de la décision de ne pas prolonger sa "mission de consultante externe comme attachée de presse", d'après les informations du quotidien.

Mme Boumard aurait cependant continué à travailler pour le groupe jusqu'au 22 février 2016, ajoute l'auteur de l'article, selon lequel "différents échanges par e-mail avec des médias, dont Le Monde, en attestent". Mais elle n'aurait pas été rémunérée lors de cette période et elle déclare vouloir "recouvrer" son "dû".

Le secrétaire général du groupe ENL, Ludovic de Danne, a lui répondu au Monde qu'elle "était sous un contrat de prestation de services". "Nous n'avons aucun contentieux avec elle, c'est elle qui enrage (...) parce qu'elle n'a pas été retenue après sa piètre période d'essai", a-t-il ajouté.

Mme Boumard a également affirmé avoir demandé à Marine Le Pen d'intervenir sur son cas, dans un courriel du 10 octobre 2016 qui serait resté sans réponse.

Par ailleurs, le FN est sous le coup d'une enquête sur des soupçons d'emplois fictifs au Parlement européen. Deux assistants parlementaires ont été mis en examen et deux eurodéputées, dont Marine Le Pen, ont refusé de répondre à leur convocation avant la présidentielle.

A Suivre...
La Presse en Revue

LAPRESSEENREVUE.EU

